

## CHAPITRE XII.

De la nécessité de faire des exemples. — Qu'il n'y a de salut pour la France que dans une politique d'expiation. — Le christianisme exige une autre forme sociale. — Il ne cessera d'agiter le monde jusqu'à ce que la justice et la vérité soient entrées dans nos institutions.

---

Je n'aime pas la doctrine de nos modernes publicistes ; je n'aime point ces affligeantes expressions, *force des choses*, *nécessités fatales*, etc., dont s'enveloppe maintenant une politique de rhéteurs. C'est un mauvais moyen pour nous corri-

ger que de rendre le hasard responsable de nos calamités. La vérité, qui nous fait remonter à la source réelle de nos malheurs, veut au contraire que nous en accusions un pouvoir infidèle qui, chargé qu'il est du maintien de l'ordre, laisse néanmoins périr les mœurs et les institutions, et s'éteindre la race entière des gens de bien. Eh ! qui peut mettre en doute la cause de leur ruine ? qui peut nier qu'elle ne soit le résultat odieux d'une alliance contractée avec les fripons auxquels ce même pouvoir semble dire : « Croissez et multipliez, la terre vous appartient. » En effet, que l'on retire la main qui les soutient, qu'on les éloigne des affaires publiques, et vous verrez d'abord avec quelle promptitude changera la face des choses. Pour l'honneur de la France, comme pour son salut, frappez sans pitié tous ces artisans de corruption ; n'épargnez aucun de ceux qui ont versé sur nous la honte et

l'infamie. Sondez l'abîme de leur mystérieux crédit, remontez à l'origine de leur fortune, et punissez avec éclat tant d'abominables trahisons dont la France a été victime.

Traitez de la même manière tous les abus ; portez dans l'enseignement, portez dans les arts, dans les lettres, la même sévérité. Montrez au peuple qu'il n'est non plus permis de dépraver son goût ou son esprit que d'attenter à ses droits. Faites-lui voir que , comme les mauvaises doctrines font les mauvais citoyens, il est manifestement impossible que ceux-là soient ses amis qui corrompent ses mœurs et flétrissent sa gloire. Que la nation sache bien qu'où se trouvent les croyances religieuses, tous les nobles sentiments, l'honneur, la justice, l'amour de la patrie, de ce côté aussi sont les plus sincères amis du peuple, ceux qui veulent avec son bien-être sa grandeur et sa liberté.

J'ai connu bon nombre d'hommes d'État en ma vie, et, soit avant, soit après leur élévation, la plupart même de ceux que, depuis trente ans, l'on a vus figurer comme ministres ou ambassadeurs. En général, le peuple est dans une grande défiance des hommes qui le gouvernent; le peuple ne croit ni à la sagesse de leurs desseins, ni à leurs bonnes intentions, ni à leur droiture, ni à leur désintéressement : que serait-ce donc s'il les voyait de près ? Quoi qu'on fasse, l'autorité ne peut ressaisir son ascendant légitime qu'elle ne donne sur ce point satisfaction complète à l'opinion. Il faut, avant que le peuple reprenne confiance dans ses magistrats, qu'on procède à l'examen rigoureux de leur conduite, et que l'on sache effrayer par de terribles exemples ceux qui voudraient à leur tour briguer les charges publiques. Ce n'est pas apparemment le hasard qui a fait dire à Napoléon que dans cinquante ans la

France serait république ou cosaque. Mais cette prophétie se liait dans son esprit à l'idée d'une politique d'expiation, et sans doute au besoin d'une forme sociale qui permît de rendre à la justice toute son autorité. Comme il est de fait que la corruption ne s'arrête jamais dans sa marche, l'empereur aura dû nécessairement en prévoir le progrès funeste, et par conséquent l'alternative pour la France ou de se retremper dans la sévérité des mœurs républicaines, ou de se soumettre à ces hordes barbares chargées de l'éternelle mission de renouveler les peuples et les empires.

Peu m'importe d'où vienne notre salut. Je tiens pour le meilleur des gouvernements celui qui voudra faire droit à mes plaintes. Qu'il soit républicain ou monarchique : « Allons, vite la main à l'œuvre, « lui dirai-je, car cette pauvre France est « bien malade. Ne perdons point de temps, « et changez d'abord une politique toute

« de honte et de malheur. Débarrassez-  
« nous d'un ordre social où la trahison se  
« donne des airs d'habileté, où les plus in-  
« dignes voies sont toujours les meilleures,  
« où l'on affiche la bassesse et fait trophée  
« de concussions et de brigandages. Cou-  
« pez dans le vif; faites précisément le  
« contraire de ce que l'on a fait jusqu'ici ;  
« ne cherchez, pour les mettre en place,  
« que des hommes de conscience, que des  
« hommes d'une vertu solide, sages et in-  
« tégres dispensateurs de la fortune pu-  
« blique. Le tout est qu'ils ignorent com-  
« ment on devient de nos jours un illustre  
« politique, un grand homme d'État ou un  
« grand citoyen. »

Que si l'on veut connaître ma pensée  
tout entière, on la trouvera dans les consi-  
dérations suivantes, que je n'offre pas  
seulement ici comme la conclusion de mon  
livre, mais comme de salutaires avertisse-  
ments qui dérivent de la nature même du  
sujet.

Soit, en effet, que l'on consulte l'histoire, soit qu'on interroge ses propres impressions, les maux qui affligent aujourd'hui la France sont de ces maux extrêmes contre lesquels la politique n'a point de ressources. C'est du moins l'opinion des hommes les plus sages, et je demande la permission de me ranger à leur avis.

Vraisemblablement il faut, pour nous corriger, quelque leçon qui se grave mieux dans notre mémoire que la fatale époque de 93, ce drame de sang si vite oublié par ses propres auteurs, par l'empire, par la restauration elle-même qui avait de si bonnes raisons pour s'en souvenir.

De même que ceux qui sortaient des derniers rangs du peuple n'avaient vu dans la révolution qu'une heureuse circonstance pour faire fortune, les hommes de l'ancien régime, en servant la restauration, ne l'ont considérée que comme un moyen de relever leur grandeur. Ils ne se sont mis en

peine ni les uns ni les autres des desseins de la Providence, qui sans doute ne permet pas que pour une poignée d'hommes on bouleverse les nations.

Ils ne savent donc pas que le monde est tourmenté d'une vérité que Dieu lui-même y a mise pour qu'elle devienne règle sociale et principe d'ordre. L'Évangile, depuis le temps qu'on le prêche, n'a-t-il pas dû porter à la fin ses fruits ? et peut-on s'étonner qu'un certain esprit répandu parmi les hommes prétende faire maintenant l'application du christianisme à la politique ?

C'est par suite de la pensée chrétienne qui agite le monde que nous voulons qu'on nous traite en hommes libres et en frères ; et nous ne réfléchissons pas que l'on ne peut jouir des bienfaits du christianisme qu'autant qu'on a les vertus qu'il commande.

Détruire avec nos mauvaises passions, n'est-ce pas nous condamner à tourner



sans cesse dans le même cercle? On ne conquiert point la vérité par le mensonge. Pour arriver à la forme sociale chrétienne, il faut suivre d'autres voies que celles de l'ambition et de la cupidité.

Si le peuple est encore si loin du but, c'est que parmi nous les artisans de révolutions ne brisent les anciennes idoles que pour se mettre à leur place.

Qu'on détruise de bonne foi, c'est-à-dire avec un sentiment tout chrétien, ces institutions corruptrices que l'on nous apprend dès l'enfance à mépriser, et l'ordre et la paix renaîtront dans la société nouvelle. Mais jusque-là le christianisme, qui est dans le monde pour n'en plus sortir, ne fera qu'accroître la folie de ses ennemis, et creuser sous nos pas un abîme toujours plus profond.

FIN.